

Au Rwanda, l'angoisse des réfugiés burundais

En deux ans, près de 400 000 Burundais ont fui les menaces, exactions et viols perpétrés dans leur pays

REPORTAGE

Mahama (Rwanda) - envoyé spécial

Au bout d'une piste sablonneuse d'une quinzaine de kilomètres, le camp de Mahama, au sud-est du Rwanda, s'étire à perte de vue. « Créé il y a un peu plus de deux ans, il accueille aujourd'hui plus de 53 000 Burundais », affirme Noël Uwayezu, directeur adjoint du camp. Ces réfugiés ont fui les menaces, les exactions et les viols perpétrés par les Imbonerakure. Ces miliciens à la solde du régime de Pierre Nkurunziza font régner la terreur au Burundi depuis avril 2015, date des premières manifestations populaires contre la volonté du président de briguer un troisième mandat.

Dans un rapport publié mardi 4 avril, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et ses organisations partenaires dressent un tableau alarmant de la situation dans ce pays frontalier du Rwanda : plus de 1200 personnes auraient été tuées, entre 400 et 900 victimes de disparitions forcées et plus de 10 000 seraient encore détenues arbitrairement. « Toutes les composantes de l'appareil d'Etat et de la société civile sont soumises aux mêmes dynamiques répressives, perpétrées par un régime obsédé par la conservation du pouvoir à tout prix, précise le rapport. Nous appelons la communauté internationale à prendre la mesure de la gravité de la situation et appelons notamment la Cour pénale internationale à ouvrir, dans les plus brefs délais, une enquête sur les crimes commis dans ce pays afin d'identifier et poursuivre leurs principaux auteurs. »

Près de 400 000 personnes ont fui le Burundi pour se réfugier dans les pays voisins. Au Rwanda, ils sont encore près d'une dizaine

à arriver chaque jour et à tenter de contourner à leurs risques et périls les barrages dressés sur les routes et aux frontières par les miliciens. « Aujourd'hui, nous attendons un convoi qui doit amener du camp de transit de Gashora [au sud du Rwanda] 344 personnes, explique Noël Uwayezu, dont le camp est géré par le ministère rwandais chargé de la gestion des catastrophes et des réfugiés (Midimar). A la base, Mahama avait une capacité initiale de 50 000 personnes, mais nous avons trouvé un peu de place supplémentaire. Près de 35 % des réfugiés vivent sous des hangars, les autres dans des maisons en ciment qui peuvent accueillir huit personnes. On doit accélérer le rythme des constructions. »

Dans le camp, qui s'étire sur 50 hectares à environ 180 km de Kigali, quatorze organisations non gouvernementales (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Programme alimentaire mondial, Save the Children, Oxfam...) gèrent au quotidien la vie des réfugiés. Près de 50 % des réfugiés sont des enfants

Radicalisation des miliciens

« Sur le plan sanitaire, la situation est bonne, déclare Estelle (les prénoms des réfugiés ont été modifiés), 25 ans, qui est l'une des premières arrivées en 2015. Il n'y a pas d'épidémie, pas de maladie. Le seul problème concerne le bois de chauffage qu'il faut aller chercher de plus en plus loin à l'extérieur du camp car il se fait rare. » Comme beaucoup ici, Estelle vivait dans un quartier de Bujumbura considéré comme un fief de l'opposition : « Je vivais à Nyakabiga [connu comme le lieu où a débuté

la contestation contre le troisième mandat], au centre de la capitale. Avec mes amis et mes voisins, on voyait que la police et les

miliciens emmenaient des gens qu'on ne voyait jamais revenir. Certaines fois, des grenades et des bombes lacrymogènes éclataient toute la journée. J'ai eu peur, alors j'ai fui avec mon mari, ma sœur et mon enfant. Les nouvelles du Burundi sont mauvaises : des voisins m'ont dit que des miliciens occupaient aujourd'hui ma maison. »

Dans son rapport, la FIDH explique que la milice Imbonerakure, dont le rôle dans la répression s'est considérablement accru, est devenue le fer de lance du régime : « Plusieurs exemples – comme des vidéos montrant des dizaines de ses membres entonnant des chants pour appeler au viol des opposantes – montrent la radicalisation idéologique de cette milice. Une loi votée par l'Assemblée nationale en décembre 2016 pourrait conférer à ces hommes le statut de forces de réserve alors qu'ils sont aujourd'hui

responsables de graves violations (meurtres, viols, tortures...) » relevant du droit international.

« J'ai quitté le Burundi en mai 2015, se souvient Stéphane, un réfugié âgé de 33 ans. Dans l'entreprise où je travaillais, des hommes sont venus me menacer sans aucune raison, en me disant que si je ne militais pas en faveur du président, j'allais mourir. La plupart des manifestants que je connaissais ont été tués. Moi, je ne voulais pas prendre parti, alors j'ai préféré fuir. »

Ces derniers mois, des rumeurs ont circulé, faisant croire que des réfugiés du camp, opposants au président Nkurunziza, se prépareraient militairement à le renverser. « Personne ne s'entraîne ici, s'insurge Noël Uwayezu. Vous pouvez interroger qui vous voulez... Ici, les activités militaires et politiques sont totalement interdites. » « C'est complètement faux, répond Philippe, un réfugié de

27 ans. Qui vous a dit cela ? Même si on le voulait, ça serait impossible. Et pourtant, je n'ai qu'un seul rêve : que la paix revienne dans mon pays pour que je puisse rentrer chez moi. » Estelle intervient : « Il y a des miliciens Imbonerakure qui s'infiltrèrent au Rwanda avec des réfugiés et qui repartent au Burundi en affirmant qu'ils ont suivi un entraînement militaire, raconte-t-elle. Beaucoup de gens en ont vus et moi-même, j'ai reconnu un milicien dans le camp il y a deux mois. Mais avant qu'on puisse l'arrêter, il avait disparu. » ■

PIERRE LEPIDI

LE CONTEXTE

LA CRISE POLITIQUE AU BURUNDI

Michel Kafando, ancien président du Burkina Faso et nouvel émissaire de l'ONU au Burundi, a effectué fin juin une première visite à Bujumbura. Le processus de sortie de crise est actuellement au point mort, les autorités burundaises refusant de discuter avec l'opposition en exil, qu'elles accusent d'être responsables des violences qui minent le pays depuis la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat en avril 2015, et sa réélection trois mois plus tard. « Nous espérons que M. Kafando fera mieux que ses prédécesseurs [Saïd Djinnit et Abdoulaye Bathily et Jamal Benomar], a déclaré le porte-parole de la présidence burundaise, tout en avertissant le nouvel émissaire qu'un « penchant » pour l'opposition ne serait pas toléré. « La mission que j'ai acceptée est certainement difficile, a répondu Michel Kafando. Mais je compte sur les autorités de ce pays pour qu'ensemble, nous puissions faire avancer la cause burundaise. »



Amnesty dénonce un « climat de peur » avant la présidentielle rwandaise

L'élection présidentielle au Rwanda, prévue le 4 août, se déroulera dans un « climat de peur » après deux décennies d'attaques contre les opposants politiques, les journalistes et les militants, s'est inquiétée vendredi 7 juillet l'ONG Amnesty International, qui

a appelé à des réformes politiques dans le pays d'Afrique de l'Est. « Depuis que le Front patriotique rwandais a pris le pouvoir, il y a vingt-trois ans, les Rwandais ont affronté des obstacles importants, voire meurtriers, pour participer à la vie publique et exprimer leurs critiques envers la politique gouvernementale », a déclaré Muthoni Wanyeki, un responsable d'AI en Afrique de l'Est.